

# **De la Crise à l'Innovation Economique\***

Thierno M. Sow

01-05-10

1ère Partie

## **De la première guerre économique mondiale**

Dans mon étude consacrée aux sources d'instabilité dans les relations internationales au 21<sup>em</sup> siècle (1), nous nous posons les questions liées aux conséquences que pouvait engendrer une flambée organisée des prix du gaz et du pétrole par l'axe Pékin, Téhéran, Alger et Moscou. Nous disions ceci: «Aujourd'hui 28 Février 2007, au moment où nous rédigeons ces travaux, la Chine vient de procéder à un test stratégique dans le domaine des finances pour jauger de la place qu'occupe la bourse de Shanghai dans l'économie mondiale. En effet, Shanghai a enregistré une explosion de son indice boursier de plus de cent trente (130) fois en dix sept (17) ans, sa dernière manoeuvre -du jour- qui a consisté à ralentir ses investissements de neuf points (09 pts) a entraîné immédiatement, comme un effet de boule de neige, le cours mondial des investissements dans un pic de l'ordre de moins trois points (-03 pts). Ceci démontre tout simplement, la fragilité de l'économie mondiale et en particulier du marché européen par rapport à son système économique et au rôle de la banque centrale».

Par ailleurs, si les financiers ont tenté d'obtenir durant la même période une dépennalisation des délits de gestion et autres manquements liés à leur activité professionnelle, il existe un faisceau d'indices qui permet de croire aisément que les auteurs de la crise se sont largement préparés à leur propre reconversion professionnelle. Il importe peu dans le cas d'espèce de démontrer l'existence ou non d'un complot, mais de braquer les projecteurs sur les éléments déterminants qui permettent de comprendre au delà

de la simple question de la dette le processus et la nature propres à cette crise. En effet, il est aujourd'hui fondamental au vu de l'actualité d'avoir une lecture claire et précise des causes réelles et non supposées dont les effets se manifestent au sein des économies fragiles des pays tels que la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou le Portugal.

En effet, au commencement des «Subprime», il y a le choix délibéré du groupe américain Carlyle d'installer en août 2006 une filiale spécialisée à cet effet sur les côtes britanniques, The Carlyle Capital Corporation. Ce choix qui semble banal n'est en réalité qu'une provision pour risques dont l'objectif principal est de faire supporter à l'économie européenne les conséquences de son non engagement dans la seconde guerre en Irak (2). Ainsi par la contrainte financière, Les Etats-Unis imposent-ils la deuxième dimension du Hard Power.

La nature du trading vient s'ajouter à une dépression ciblée de la valeur de certains titres en circulation. En effet, le métier de trader s'articule autour d'un seul levier de pression qui est de manière schématique la «Re-Action». Il suffit dès lors d'identifier un certain nombre d'entres-eux parmi les plus fragiles pour déclencher des phénomènes de «Re-action» de masse. Ainsi, la libre circulation des titres toxiques entraînera une contagion des marchés vers le paradoxe d'acheter ce qui est impossible à vendre, c'est le phénomène de saturation.

Dès lors, faire l'économie de cette «grippe» reviendrait à réécrire l'histoire politique de la «crise» A (H1N1). En effet, lorsqu'aux USA le gouvernement fédéral fait le choix d'apporter des soins massifs aux «agents» actifs du virus (les banques) au détriment des «porteurs» saints, l'Europe quant à elle fait le choix de prodiguer des soins avant les symptômes. Par conséquent, lorsque la fièvre touche les marchés, comme c'est le cas pour la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, il n'y a plus de vaccins disponibles. Ainsi, la question de la mise en quarantaine se pose désormais en termes de zone à redéfinir pour l'euro et de dévaluation monétaire (mort subite) pour les cas cliniques les plus désespérés.

Sur le plan institutionnel, la question qui se pose à l'Europe est bien plus grave et la crise ne se pose qu'en l'accentuant d'avantage. En effet, il s'agit tout simplement de la survie d'un édifice dont les fondements reposent exclusivement sur la monnaie commune. De ce fait un échec de l'euro entrainerait fatalement l'écroulement et la dispersion de l'Union. Parce que partout ailleurs dans le monde la compétitivité est en hausse, sommes-nous, en plein, dans une crise européenne?

Il apparaît alors que cette crise économique n'est que le produit d'un conflit d'intérêts isolés en quête d'un intérêt unique qui passe nécessairement par l'affaiblissement de la monnaie européenne. En effet, de la guerre sans triomphe en Irak, à la civilisation de béton des nomades du Golf Arabique, en passant par les nouvelles alliances stratégiques autour des sources d'énergie, le leadership au 21<sup>em</sup> siècle s'annonce monétaire. Ainsi, de l'économie des intérêts enchâssés (3) nous sommes arrivés à déclencher la première guerre économique mondiale : «The Embedded War». Le Smart Power réinvente ainsi une nouvelle forme de conquête du leadership.

Sur le plan politique, la résolution de la crise se décline en règlement de comptes, à défaut d'une réglementation mondiale. En effet, le choix du président G. Bush d'appliquer le plan Paulson est un cadeau empoisonné que l'on réserve selon la tradition républicaine à son successeur démocrate. Ainsi l'administration du président OBAMA compte faire payer à Goldman Sachs les frais du plan de celui qui fut de 1999 à 2006 le PDG de la même banque, Henry Paulson. Dans cet ordre d'idées, les Républicains ont obtenu, à tort, la tête de Lheman Brothers et Dubai a décidé d'en faire autant avec les financiers israéliens à l'origine de la faillite de l'immobilier. Au même moment les grands contrats d'Etat sur le nucléaire, l'Aviation et l'Armement changent de bénéficiaires. En Europe, il faudra être très convainquant pour obtenir de nouveaux efforts économiques auprès de l'Allemagne et du Pays-Bas pour soutenir la Grèce. En Asie, les dirigeants du monde s'inclinent

devant l'éveil de la censure et la diplomatie publique chinoise semble être en ordre de marche. Hélas, c'est dans ce climat de règlement de comptes (privées) et de l'effondrement des pouvoirs (publics) que se dessine l'avenir des grands ensembles macroéconomiques du début du 21<sup>em</sup> siècle. Dans cette configuration, est-ce l'avenir des monnaies fixes dans un monde (en mouvement) en ruée vers l'Est qui est en jeu?

2nd Partie

### **De la crise de l'économie à l'économie de la crise.**

«Rien ne se crée, rien ne se perd tout se transforme», sauf la dette. En effet, parmi les principaux enseignements que nous pouvons tirer de cette crise économique, réside, premièrement, dans le fait que la dette est une valeur indélébile, d'abord, parce qu'elle se crée, ensuite, parce qu'elle ne se perd pas, et enfin, parce qu'elle ne se transforme point, même à l'extinction de sa monnaie (valeur) d'origine et de son émetteur (actif) sur les marchés financiers. Le second enseignement inédit dans l'histoire des sciences économiques vient du fait que la crise met fin au concept de pays riches et de pays pauvres en les déclassifiant en deux grandes masses: les pays les plus endettés et les pays les moins endettés (4).

Partant des données objectives qui sont à l'origine de cette crise nous proposons ces quelques pistes de réflexion pour atténuer ses effets dans les meilleurs délais.

### **De la question monétaire.**

Si nous considérons la solution résultante de la crise par ces éléments constitutifs d'un fort taux de soluté (dette) et d'un faible taux de solvant (liquidité) qui rendent son produit économique final

toxique, nous serons tentés de croire, comme ce fut le cas avec le plan Paulson et les prêts de l'Europe à la Grèce, que seul l'apport en solvant (liquidité) peut aboutir à un rééquilibrage de l'équation de notre bilan économique. Or, nous ne faisons que rajouter de la dette à la dette, en différant des échéances qui ne feront qu'augmenter les taux d'intérêts donc les risques. Ainsi l'économie mondiale se retrouve parfaitement dans la situation d'une personne qui a soif et qui a la vessie pleine.

Dans cette configuration, les grands ensembles monétaires vont droit dans le mur lorsque leur économie repose sur une monnaie unique-fixe comme c'est le cas pour l'Europe. En effet, l'impossibilité pour l'Europe de faire marche arrière, notamment pour les pays tels que la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, constitue une vulnérabilité stratégique pour sa cohésion sociale et politique. Par ailleurs, les débats en cours sur les taxes sur les bonus, pour plafonner les opérations financières qu'elles résultent de la spéculation ou du trading, ne proposent aucune garantie d'efficacité du fait que cela reviendrait à fixer un seuil à une vente aux enchères.

Dès lors, le paradoxe économique européen s'apprécie, du point de vue des sciences économiques, par rapport à trois éléments contradictoires : une monnaie unique, une monnaie fixe et des budgets nationaux. Par conséquent, la première réponse institutionnelle de l'Union, face à cette crise économique, devrait favoriser le passage de l'Europe du sens unique à l'Europe du bon sens par l'établissement d'un compte financier commun ou Budget Unique Européen. Le cas échéant, un simple jeu d'écritures (provisions + amortissements) aurait pu résoudre la crise de la Grèce (à court terme) sans injecter un seul centime d'euro et éviter la fièvre contagieuse sur les marchés.

Par ailleurs, n'eut été les accords de Bretton Woods et la planche à billets, certains Etats fédérés des Etats-Unis seraient toujours dans la situation de la Grèce. En effet, l'économie américaine reste une

économie sectorielle en crise dont la pondération s'effectue par un phénomène de compensation dû à l'existence d'un dollar aligné sur un Budget Fédéral Unique.

Sans la définition au préalable de ce cadre unique de gestion, le débat en cours sur la question monétaire ne peut aboutir sur une solution efficace tant qu'il s'articule autour des outils classiques d'évaluation de la science économique. En effet, le seul levier d'action qui existe pour les banques centrales sur les différents taux en vigueur emprunte le schéma caricatural du yo-yo. Or, cette science binaire de la verticalité monétaire produit deux sortes d'économistes, ceux qui nous aident à nous appauvrir et ceux qui nous empêchent de nous enrichir.

Face au dilemme de la dévaluation monétaire, de l'inflation et de la monnaie fixe, nous proposons la création d'un nouvel outil économique de gestion monétaire qui est la flexibilité horizontale ou l'allongement monétaire. Il s'agit de déterminer deux nouveaux indices (abscisse et ordonnée) de valeur autour d'une monnaie fixe (axe) pour créer son état d'équilibre (DOF). Cet équilibre peut donc être calculé selon son abscisse lorsqu'il s'agit d'une indexation relative à un sous ensemble territorial de l'espace monétaire unique et selon son ordonnée lorsqu'il s'applique à la valeur d'un produit. La conjonction des deux indices permet d'équilibrer un produit donné sur un territoire donné d'un ensemble monétaire unique sans défavoriser l'indice de valeur de la monnaie considérée sur le marché mondial.

Ainsi, le taux d'allongement ou the degree of flexibility (DOF) d'une monnaie fixe serait égale à la tension exercée par son indice d'allongement ( $I_a$ ) sur sa valeur de référence ou valeur réelle ( $V_r$ ).

Cette équation correspond à la formule mathématique suivante :

$$\mathbf{DOF = V_r \times I_a}$$

La barre des abscisses correspond alors à la notation d'un pays au

sein de l'union monétaire tandis que la barre des ordonnées épousera les valeurs d'un produit en circulation sur le marché. Ainsi l'indice d'allongement est le point de repère constitutif de la valeur d'un produit ( $Y_a$ ) dans un pays ( $X_a$ ) par rapport à la valeur de référence ( $V_r$ ) à un temps ( $T$ ). Mieux un pays est noté par rapport à ce produit donné plus sa situation sur la barre des abscisses s'éloigne de zéro (0).

Dans une étude de cas, pour trouver un équilibre plus favorable à un produit tel que le lait, les pays membres de l'UE pourront appliquer un allongement ou DOF de sa valeur sans déprécier l'Euro. Cette solution offrira désormais aux politiques nationales une plus grande souplesse économique tout en évitant la dévaluation et l'inflation. Il appartient à la banque centrale de définir les écarts de notation et d'allongement de sorte à créer un état d'équilibre général, sans abuser des yo-yo de leurs taux directeurs.

Par ailleurs, deux mesures d'accompagnement devront voir le jour pour aider véritablement les pays tels que la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal à sortir du cercle vicieux de la dette publique. Pour cela, il faudra mettre en place sur l'ensemble du territoire européen un système fiscal adapté au marché de l'économie informelle d'une part et codifier dans les plus brefs délais un protocole différé pour l'exécution des paiements sur les grands engagements financiers dans les circuits automatisés du trading et de la bourse, d'autre part.

Pour notre autocritique, au moment où l'exposition universelle de Shanghai résonne comme les festivités d'une guerre économique victorieuse (The Soft Power), il appartient aux économistes de démontrer aujourd'hui par l'innovation que les sciences économiques restent utiles à la survie de l'humanité. En effet, cette notion d'utilité à la survie de l'humanité est la seule qui confère à l'économie le droit de garder sa place dans la cour des sciences.

«Plus tu voles haut, plus tu leur paraîtras petit».

## **Thierno M. SOW**

Expert Consultant  
Cabinet One-Zero Consulting  
10@one-zero.eu  
www.one-zero.eu

\* Plusieurs prix nobel reprendront également notre concept de Budget Unique ou Fédéralisme Budgétaire dont le Prof Amartya Sen de l'université d'Harvard dans sa tribune du mois de juin 2011 ainsi que Mr Jean-Claude Trichet de la BCE (1) un mois seulement après cette publication.

Amartya Sen: "It isn't just the euro. Europe's democracy itself is at stake".  
<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/jun/22/euro-europes-democracy-rating-agencies>

Read more :

- Amartya Sen: "Power of financial institutions is urgent threat to democracy" :  
<http://www.smh.com.au/opinion/politics/power-of-financial-institutions-is-urgent-threat-to-democracy-20110623-1ghcn.html#ixzz1Rspdvt2y>

- Amartya Sen: "L'euro fait tomber l'Europe". Article paru dans l'édition du journal le Monde du 03.07.11.

- Jean-Claude Trichet de la BCE. Journal le Monde du 31.05.2010:  
[http://www.lemonde.fr/economie/reactions/2010/05/31/m-trichet-nous-avons-besoin-d-une-federation-budgetaire\\_1365350\\_3234.html#open](http://www.lemonde.fr/economie/reactions/2010/05/31/m-trichet-nous-avons-besoin-d-une-federation-budgetaire_1365350_3234.html#open)

(1) «Les sources d'instabilité dans les relations internationales au 21<sup>em</sup> siècle», Thierno M. Sow. Institut d'Etudes Politiques. Sciences Po. Paris 2007.

(2) «La faillite de Carlyle Capital Corp. met les marchés au tapis», par Philippe Béchade . Vendredi 14 Mars 2008. See More, «Boss rues collapse of hedge fund», The Financial Times. Link <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7295778.stm>

(3) Ruggie, John Gerard. 1982. "International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order." International Organization

(4) «L'Economie est un Ecologisme», contribution pour le sommet de Copenhagen, Thierno M. Sow. 29-10-09; re-publié le 10-04-10 sur le premier quotidien national, le Soleil.  
[http://www.lesoleil.sn/article.php3?id\\_article=57815](http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=57815)